

Les cahiers

du C.R.I.J. Centre de Ressources Interministériel à vocation Juridique

AVRIL 2005 > numéro 14
Mise à jour : Octobre 2006

Les troubles de voisinage

LES TROUBLES DE VOISINAGE

Différentes réglementations existent pour lutter contre les nuisances et pollutions de toutes natures qui peuvent troubler la vie quotidienne.

Le règlement sanitaire départemental (RSD) fait partie des réglementations mises à la disposition des autorités publiques.

Il impose des prescriptions en matière d'hygiène et de salubrité publique qui ne sont pas précisées dans d'autres textes.

Le présent cahier du CRIJ présente succinctement :

- en page 2 et 3 : le cadre législatif et réglementaire du règlement sanitaire départemental ainsi que les autorités chargées de son application
- en page 4 : un tableau exposant les cas les plus couramment rencontrés et leurs références réglementaires
- en page 5 : un schéma présentant les différentes étapes de la gestion d'un dossier, de la réception de la plainte d'une victime, à la transmission d'un procès-verbal d'infraction au Procureur de la République, lorsque cette action s'avère nécessaire
- en pages 6 à 18 : des modèles de lettres susceptibles d'être utilisés à chaque étape de la procédure
- en pages 19 à 22 : les coordonnées et permanences des conciliateurs de justice et certains articles de codes cités dans ce cahier

Directeur de Publication :
Marc Cabane
Rédacteur en chef :
Patrice Calvez-Normand
Articles rédigés par :
Jean-Claude Gayral et Daniel Brachet
(Direction Départementale des Affaires
Sanitaires et Sociales d'Eure et Loir)
et Brigitte Launay (CRIJ)
1, Place de la République
28019 CHARTRES cedex
☎ : 02.37.27.72.00
ISSN : 1299-3981
Site Internet : www.eure-et-loir.pref.gouv.fr



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE
D'EURE-ET-LOIR

*Le règlement sanitaire du département d'Eure & Loir actualisé
est consultable sur le site Internet de la Préfecture
à l'adresse : www.eure-et-loir.pref.gouv.fr
dans les rubriques Collectivités Locales et Publications*

Le cadre législatif et réglementaire du RSD

En Eure-et-Loir,
le Règlement Sanitaire
Départemental
a été publié
par arrêté préfectoral
n° 2050
du 18 juillet 1979,
modifié le
4 novembre 1985
et le 15 avril 2005

LES troubles de voisinage

Le règlement sanitaire départemental a été prescrit en application de l'ancien article 1^{er} du Code de la Santé Publique qui stipulait que : *"Dans tous les départements, le préfet est tenu, afin de protéger la santé publique, d'établir un règlement sanitaire applicable à toutes les communes du département"* ...

La loi n° 86-17 du 6 janvier 1986 relative aux transferts de compétences en matière d'aide sociale et de santé, a confié à l'État la compétence de fixer, par décret, des règles générales d'hygiène dans des domaines qui relevaient auparavant des règlements sanitaires départementaux.

Elle est venue modifier les articles 1^{er} et 2, devenu respectivement L. 1311-1 et L. 1311-2 du Code de la Santé Publique (CSP).

Ainsi, l'article L. 1311-1 du CSP stipule que : Sans préjudice de l'application de législations spéciales et des pouvoirs reconnus aux autorités locales, des **décrets en Conseil d'Etat**, pris après consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique de France, fixent les règles générales d'hygiène et toutes autres mesures propres à préserver la santé de l'homme, notamment en matière :

- de prévention des maladies transmissibles ;
- de salubrité des habitations, des agglomérations et de tous les milieux de vie de l'homme ;
- d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- d'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- d'évacuation, de traitement, d'élimination et d'utilisation des eaux usées et des déchets ;
- de lutte contre les bruits de voisinage et la pollution atmosphérique d'origine domestique ;
- de préparation, distribution, transport et conservation des denrées alimentaires.

Selon l'article L. 1311-2 du CSP, les décrets mentionnés à l'article précédent, peuvent être complétés par des arrêtés du Préfet ou du maire " ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune."

Le RSD a été établi sur la base d'un règlement-type diffusé par la circulaire du 9 août 1978 relative à la révision du règlement sanitaire départemental (JONC du 13.09.1978)

Cette circulaire du Ministre de la Santé a été modifiée par :

- la circulaire du 26.04.1982 (JONC 13 juin 1982)
- la circulaire du 20.01.1983 (JO 25 février 1983)
- la circulaire du 10.08.1984 (JO 2 septembre 1984)
- la circulaire du 22.05.1997 (non publiée au JO)
- la circulaire n° 99-217 du 12.04.1999 (BO emploi n° 99-25 du 10 juil 1999)

C'est le cas, par exemple, de la réglementation en matière de bruit de voisinage, à présent codifiée aux articles R. 1334-30 à R. 1334-37 et R. 1337-6 à R. 1337-10-1 du Code de la Santé Publique, et complétée par un arrêté préfectoral n° 1052 du 21 juin 1996.

Les dispositions du RSD demeurent applicables dans les domaines non couverts par un décret particulier.

Le RSD constitue alors le texte de référence pour imposer des prescriptions, en matière d'hygiène et de salubrité, aux activités qui ne relèvent pas du champ d'application des installations classées pour la protection de l'environnement.

Il a force contraignante et sa violation peut entraîner des peines d'amende. A ce sujet, le décret n°2003-462 du 21 mai 2003 (relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du CSP), a rappelé dans son article 7 que : *" Le fait de ne pas respecter les dispositions des arrêtés pris en application des articles L. 1 ou L. 3 ou L. 4 du code de la santé publique dans leur rédaction antérieure au 8 janvier 1986 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de la 3e classe. "*

Les autorités chargées de l'application du RSD

LES TROUBLES DE VOISINAGE

La répartition des compétences en matière de contrôle administratif et technique des règles d'hygiène a été précisée dans la dernière loi de Santé Publique n° 2004-806 du 9 Août 2004.

L'article 83 de la loi a en effet modifié l'article L. 1421-4 du CSP qui dispose que :

" *Le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène relève :*

1° De la compétence du maire pour les règles générales d'hygiène fixées, en application du chapitre Ier du titre Ier du livre III, pour les habitations, leurs abords et dépendances ;

Ces règles concernent la salubrité des habitations elles-mêmes et de leurs dépendances, l'alimentation en eau, l'évacuation, le traitement, l'élimination et l'utilisation des eaux usées et des déchets et, enfin, la lutte contre les bruits de voisinage et la pollution d'origine domestique.

2° De la compétence de l'Etat dans les autres domaines sous réserve des compétences reconnues aux autorités municipales par des dispositions spécifiques du présent code (CSP) ou du code général des collectivités territoriales. "

Au demeurant, le maire a également compétence pour intervenir dans le cadre des pouvoirs de police qu'il détient en matière de salubrité publique au titre de l'article L. 2212- 2 du Code général des collectivités territoriales.

Ces principes avaient déjà été posés par plusieurs arrêts du Conseil d'Etat :

♦ Arrêt n° 85741 du 27 juillet 1990 - commune d'Azille c/ Andorra : Le maire précise par arrêté les conditions d'exécution du règlement sanitaire départemental sans avoir à consulter la DDASS.

♦ Arrêt n° 168267 du 18 mars 1996 - D'Haussen : Sauf urgence, il n'appartient pas au préfet, mais au maire, d'adresser aux particuliers des injonctions en vue d'assurer le respect du règlement sanitaire départemental

Les infractions aux RSD sont constatées par procès-verbaux, dressés par des officiers ou agents de police judiciaires.

Le maire peut donc agir lui-même en sa qualité d'officier de police judiciaire qui lui est conférée par l'article 16 du Code de Procédure Pénale.

Il est alors placé sous la direction du Procureur de la République, aux termes des articles 12 et 19 du même code.

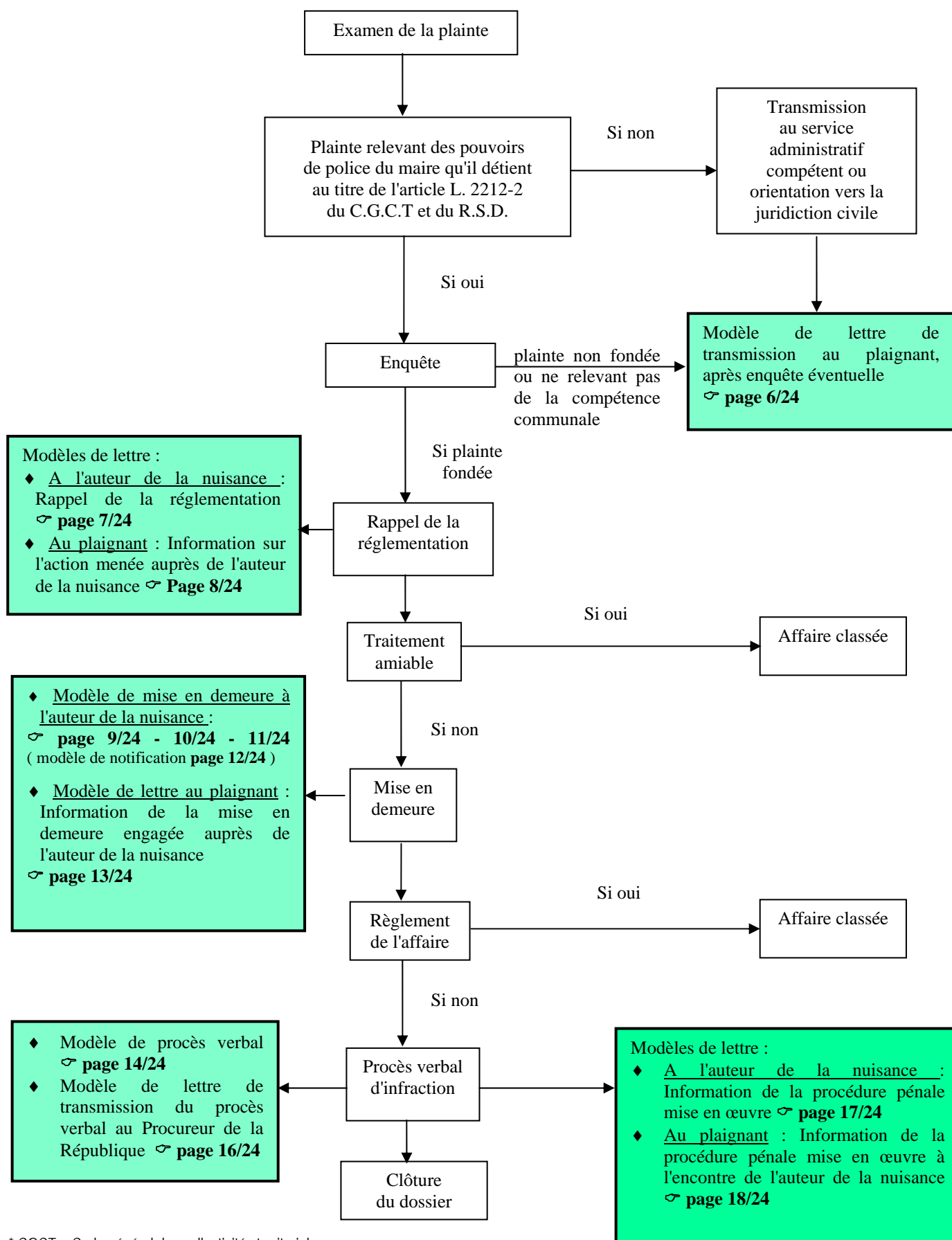
Selon l'article 131-13 du nouveau code pénal, le montant maximum de l'amende pour une contravention de 3^{ème} classe est de : 450 euros

LES TROUBLES DE VOISINAGE

Le tableau ci-dessous indique, pour les cas les plus couramment rencontrés, les références réglementaires correspondantes :

THEME	OBJECTIFS	TEXTE REGLEMENTAIRE	ARTICLES APPLICABLES
Elevage (hors installation classée)	Respect des règles d'implantation des bâtiments d'élevage	RSD	153
	Entretien des logements d'animaux	RSD	154
	Evacuation et stockage des fumiers	RSD	155
	Epandage	RSD	159
Habitat	Déversement d'eaux usées	RSD	42
	Entretien des immeubles et de leurs abords	RSD	32
	Entretien et utilisation des locaux	RSD	23
Déchets	Suppression brûlage à l'air libre ou dépôt sauvage	RSD	84
Rongeurs	Dératisation	RSD	119
Bruit de comportement	Tranquillité du voisinage	Code de la Santé Publique	R. 1334-31 et R. 1337-7

**GESTION D'UN DOSSIER DE PLAINTE
CONTRE DES TROUBLES DE VOISINAGE
RELEVANT DES POUVOIRS DE POLICE DU MAIRE
(C.G.C.T et R.S.D *)**



* CGCT = Code général des collectivités territoriales
RSD. = Règlement sanitaire départemental

Modèle de lettre à l'intention d'un plaignant

Réponse du maire, après enquête éventuelle, relative à une plainte non fondée (hors compétence du maire, problème d'ordre privé ne présentant pas de risque pour la santé des occupants ...)

Madame, Monsieur,

Vous avez attiré mon attention au sujet de (*à compléter selon le thème concerné*)

J'ai l'honneur de vous informer que cette situation ne relève pas de ma compétence au titre des dispositions du Code général des collectivités territoriales et du Règlement sanitaire départemental.

Je vous invite à vous orienter vers (*à compléter selon la nature du litige et les résultats de l'enquête éventuelle*) :

◆ le **service administratif** compétent (*joindre les coordonnées - Exemple : Préfecture pour une installation industrielle, Direction des services vétérinaires ou Direction de la concurrence de la consommation et de la répression des fraudes pour des aspects relevant de l'hygiène en matière de restauration ou de commercialisation de denrées*).

◆ le **conciliateur** de justice du canton nommé par la cour d'appel qui a pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure, le règlement amiable des différends entre locataires et propriétaires (*joindre coordonnées du conciliateur**).

◆ la **commission départementale de conciliation** (*pour ce qui concerne les litiges de nature individuelle portant sur les sujets relatifs au logement : charges locatives, état des lieux, réparations locative, critères de décence* • - Direction départementale de l'Équipement, 17 place de la République 28019 Chartres Cedex).

• Les caractéristiques du logement décent sont définies par le décret n° 2002-120 du 30 janvier 2002 (JO du 31 janvier 2002) qui prévoit que le bailleur est tenu de délivrer un logement décent ne laissant pas apparaître de risques manifestes pouvant porter atteinte à la sécurité physique ou à la santé, et doté des éléments le rendant conforme à l'usage d'habitation, conformément à l'article 6 de la loi 89-462 du 6 juillet 1989, modifié par la loi n° 2000-1208 du 13 décembre 2000 relative à la solidarité et au renouvellement urbains.

Si le logement loué ne satisfait pas aux critères exigés, le locataire peut demander au propriétaire sa mise en conformité, sans qu'il soit porté atteinte à la validité du contrat en cours. A défaut d'accord entre les parties ou à défaut de réponse du propriétaire dans un délai de deux mois, le locataire peut saisir la commission départementale de conciliation à la DDE. A défaut d'accord constaté par cette commission, le juge du tribunal d'instance territorialement compétent est saisi par l'une ou l'autre des parties. Il détermine, le cas échéant, la nature des travaux à réaliser et le délai de leur exécution. Il peut réduire le montant du loyer ou suspendre, avec ou sans consignation, son paiement et la durée du bail jusqu'à l'exécution de ces travaux (cf. article 20.1 de la loi 89-462).

◆ **autres.....**

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

* voir les coordonnées des conciliateurs de justice en page 19/24

Modèle de lettre à l'auteur d'une nuisance

Rappel de la réglementation

Madame, Monsieur,

Mon attention a été attirée sur (à compléter selon le thème concerné)

Exemples :

- ◆ (bruit) les nuisances sonores dont vous seriez à l'origine.
- ◆ (élevages ne relevant pas de la législation des installations classées) les nuisances occasionnées par vos installations d'élevage/ de stockage de fumier.
- ◆ (décharges sauvages) le stockage de déchets /le brûlage à l'air libre d'ordures ménagères sur le terrain situé (adresse) dont vous êtes le propriétaire.
- ◆ (entretien des bâtiments et de leurs abords) le défaut d'entretien de votre propriété.
- ◆ (habitat) l'état de salubrité du logement occupé par (nom des plaignants), situé (adresse) dont vous êtes le propriétaire.

L'enquête effectuée sur place le (date) par (nom de l'agent) a permis de constater les anomalies suivantes :

-
-

Cette situation porte atteinte à la salubrité publique et constitue une infraction à (citer le texte réglementaire).

Par conséquent, je vous invite à y remédier dans les meilleurs délais.

A défaut d'accord amiable, je serais dans l'obligation d'intervenir au titre des pouvoirs de police qui me sont conférés par l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Modèle de lettre à l'intention d'un plaignant

Information sur l'action menée auprès de l'auteur de la nuisance

Madame, Monsieur,

Vous avez attiré mon attention au sujet(à compléter selon le thème concerné)

Exemples :

- ◆ (bruit) des nuisances sonores occasionnées par (*nom de l'auteur de la nuisance*)
- ◆ (élevages ne relevant pas de la législation des installations classées) des nuisances occasionnées par les installations d'élevage/ de stockage de fumier de (*nom de l'auteur de la nuisance*)
- ◆ (décharges sauvages) du stockage de déchets /du brûlage à l'air libre d'ordures ménagères sur le terrain situé _____ à _____, appartenant à (*nom de l'auteur de la nuisance*)
- ◆ (entretien des bâtiments et de leurs abords) du défaut d'entretien de la propriété de (*nom de l'auteur de la nuisance*)
- ◆ (habitat) de l'état de salubrité de votre logement, situé (*adresse*), appartenant à (*nom des propriétaires concernés*)

L'enquête effectuée sur place le (*date*) par (*nom de l'agent*) a permis de constater les anomalies suivantes :

-
-
-

M. et Mme (*nom de l'auteur de la nuisance*) ont été invités à y remédier dans les meilleurs délais. A défaut, je serai amené à mettre en demeure les intéressés de s'y conformer dans le cadre de mes pouvoirs de police.

Parallèlement, je vous informe que les conciliateurs de justice nommés par la cour d'appel ont pour mission de faciliter, en dehors de toute procédure, le règlement amiable de ces différends. La saisine du conciliateur n'interrompt ni ne suspend la prescription, les délais de déchéance ou de recours. L'intervention des conciliateurs est gratuite.

C'est la raison pour laquelle je vous invite à saisir le conciliateur de votre canton par lettre, par téléphone ou en se rendant à sa permanence (*joindre les coordonnées du conciliateur**).

Je ne manquerai pas de vous tenir informés des suites réservées à cette affaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

* voir les coordonnées des conciliateurs de justice en page 19/24

Modèles de Mise en demeure à l'auteur de la nuisance

La mise en demeure, qui peut prendre la forme soit d'une lettre (I) soit d'un arrêté municipal (II et III), doit nécessairement mentionner :

- ◆ les motifs de droit (*articles relatifs aux pouvoirs du maire du CGCT et/ou du CSP, articles du Règlement Sanitaire Départemental constituant l'infraction, lettre de rappel de la réglementation*)
- ◆ les motifs de fait (*situation susceptible de porter atteinte à la salubrité publique*)
- ◆ les mesures à prendre pour faire cesser la situation (*obligations de résultats et non de moyens*)
- ◆ un délai d'exécution
- ◆ les sanctions encourues

Cette mise en demeure doit être notifiée (IV) à l'auteur de la nuisance par envoi recommandé avec avis de réception, ou lui être remise contre décharge par un agent assermenté (à partir du moment où le destinataire a signé la décharge, la notification est réputée faite).

I – Modèle de lettre de mise en demeure :

Madame, Monsieur,

Par courrier du (*date*), j'ai attiré votre attention au sujet de ... (*voir modèle de lettre page 7/24*)

Depuis cette date, aucune évolution notable n'a été constatée et cette situation porte désormais atteinte à la salubrité publique (*ou à la tranquillité publique*).

Elle constitue par ailleurs une infraction aux dispositions prévues par (*citer les articles et le texte réglementaire correspondant ; par ex : article 26 de l'arrêté préfectoral n° 2050 du 18 juillet 1979, modifié, portant règlement sanitaire pour le département d'Eure-et-Loir et joindre une copie de l'article*).

Par conséquent, conformément aux pouvoirs qui me sont confiées au titre de l'article L. 2212-2 du Code général des collectivités territoriales, je vous mets en demeure de mettre un terme à cette situation (*fixer le délai d'exécution et les mesures que l'intéressé doit mettre en œuvre – par exemple : évacuation des déchets*).

A défaut, je vous informe que vous vous exposez aux poursuites pénales prévues par ce texte (3^{ème} classe des contraventions de police, correspondant à une amende dont le montant unitaire peut atteindre 450 euros), nonobstant les compétences reconnues au juge en matière d'exécution d'office.

La non exécution de ces dispositions pourra être constatée par tout officier de police judiciaire.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Maire, soit hiérarchique auprès du Préfet, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - 15 place de la République 28019 Chartres, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Comptant sur votre compréhension, je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Copie pour information à M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie de ... ou M. le Commissaire de Police (*selon la zone de compétence*)

II – Modèle d'arrêté municipal de mise en demeure concernant une infraction au règlement sanitaire départemental

Le Maire de la commune de (*nom de la commune*)

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L. 2212-1, L 2212-2 et L. 2212-4 ;

Vu le code de la santé publique, notamment son article L 1421-4 relatif au contrôle administratif et technique des règles d'hygiène ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté préfectoral du 18 juillet 1979 portant règlement sanitaire pour le département d'Eure et Loir, notamment son article 23 relatif à l'entretien et l'utilisation des locaux d'habitation ;

Vu la réclamation du (*date*) formulée par M. ...

Vu le rapport de M. (*nom de l'agent*) du (*date*)

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures appropriées pour préserver l'ordre et la tranquillité publique ;

Considérant le courrier du maire du (*date*) rappelant à (*nom de l'intéressé*) l'obligation de nettoyer les bâtiments qu'il occupe, non suivi d'effets ;

Considérant que l'accumulation de déchets dans la propriété de (*nom de l'intéressé*) porte atteinte à la salubrité du voisinage ;

Considérant qu'il y a lieu de prendre les mesures de police édictées par les circonstances

PRONONCE

ARTICLE PREMIER – M (*nom*) domicilié (*adresse*) est mis en demeure de faire procéder au nettoyage de la propriété située (*adresse*).

ARTICLE 2 – Un délai de (*fixer le délai d'exécution*) est accordé pour l'exécution de ces travaux à la date de réception de la notification du présent arrêté.

ARTICLE 3 – En cas d'inobservation de ces dispositions, un procès verbal pourra être dressé par tout officier de police judiciaire et transmis à Monsieur le procureur de la République.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté sera notifié à M (*nom de l'intéressé*) par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 5 - Délais et voies de recours.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Maire, soit hiérarchique auprès du Préfet, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - 15 place de la République 28019 Chartres, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

ARTICLE 6 - M. le Maire de la commune de (*nom de la commune*), M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie de ... ou M. le Commissaire de Police (*selon la zone de compétence*), tous les officiers de police judiciaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à (*commune*), le (*date*)

LE MAIRE,

III - Modèle d'arrêté municipal de mise en demeure concernant une infraction relative aux bruits de voisinage (bruits de comportements ne nécessitant pas le recours à une mesure sonométrique)

Le Maire de la commune de (*nom de la commune*)

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2 et L. 2212-4 ;

Vu le code de la Santé Publique, notamment ses articles R 1334-30 à R 1334-37 et R. 1337-6 à R. 1337-10-1 relatif aux bruits de voisinage ;

Vu le Code Pénal ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 1052 du 21 juin 1996 relatif au bruit

Vu la réclamation du (*date*) formulée par M. ...

Vu le rapport de M. (*nom de l'agent*)..... du (*date*)

Considérant qu'il appartient au maire de prendre les mesures appropriées pour préserver l'ordre et la tranquillité publique ;

Considérant que (*description de la source des nuisances sonores*) porte atteinte à la tranquillité du voisinage (*à préciser "par sa durée, sa répétition ou son intensité"*)

PRONONCE

ARTICLE PREMIER – M. (*nom de l'intéressé*) domicilié (*adresse*) est mis en demeure de prendre toutes dispositions pour faire en sorte que le fonctionnement de (*citer la source incriminée*) ne soit plus à l'origine d'une nuisance sonore pour le voisinage.

ARTICLE 2 – Un délai de (*durée*) est accordé à M.....pour procéder (*à l'arrêt, à la mise en conformité de ses installations avec les dispositions réglementaires en vigueur*).

ARTICLE 3 – En cas d'inobservation de ces dispositions, un procès verbal pourra être dressé par tout officier de police judiciaire et transmis à Monsieur le Procureur de la République.

ARTICLE 4 – Le présent arrêté sera notifié à M. (*nom de l'intéressé*) par lettre recommandée avec avis de réception.

ARTICLE 5 - Délais et voies de recours.

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Maire, soit hiérarchique auprès du Préfet, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - 15 place de la République 28019 Chartres, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

ARTICLE 6 - M. le Maire de la commune de (*nom de la commune*), M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie de ... ou M. le Commissaire de Police (*selon la zone de compétence*), tous les officiers de police judiciaire sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à (*commune*), le (*date*)

LE MAIRE,

IV – Modèle de lettre de notification :

Commune de

Le Maire de

à

M. (Nom et prénom)
(Adresse)

Objet : Notification d'une mise en demeure

Références : Articles R.421-1 à R.421-5 du Code de Justice Administrative
Loi n° 2000-321 du 12.04.2000 modifiée relative aux droits des citoyens dans leurs relations
avec les administrations
Décret du 11.01.1965 modifié relatifs aux délais de recours contentieux en matière administrative

P.J. : Décision de mise en demeure en date du ...

En application des articles visés en références, j'ai l'honneur de vous notifier, ci-joint, la décision de mise en demeure prononcée à votre encontre par lettre (*ou arrêté*) en date du

Cette décision peut faire l'objet d'un recours administratif, soit gracieux auprès du Maire, soit hiérarchique auprès du Préfet, Direction Départementale des Affaires Sanitaires et Sociales - 15 place de la République 28019 Chartres, dans les deux mois suivant sa notification.

Un recours contentieux peut être déposé auprès du Tribunal Administratif d'Orléans, également dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé, l'absence de réponse au terme de deux mois valant rejet implicite.

Le Maire

Copie pour information à M. Le Commandant de la brigade de gendarmerie de ... ou M. le Commissaire de Police (*selon la zone de compétence*)

Modèle de lettre à l'intention d'un plaignant

Information de la mise en demeure engagée auprès de l'auteur de la nuisance

Madame, Monsieur,

Vous aviez attiré mon attention au sujet (*à compléter selon le thème concerné*)

- ◆ (bruit) des nuisances sonores occasionnées par (*nom de l'intéressé*)
- ◆ (élevages ne relevant pas de la législation des installations classées) des nuisances occasionnées par les installations d'élevage/ de stockage de fumier de (*nom de l'intéressé*)
- ◆ (décharges sauvages) du stockage de déchets /du brûlage à l'air libre d'ordures ménagères sur le terrain situé (*adresse*), appartenant à (*nom de l'intéressé*)
- ◆ (entretien des bâtiments et de leurs abords) du défaut d'entretien la propriété de (*nom de l'intéressé*)
- ◆ (habitat) de l'état de salubrité du logement, situé (*adresse*), appartenant à (*nom du propriétaire*)

Malgré le rappel à la réglementation effectué par mes soins, il est constaté que les nuisances persistent.

Dans ces conditions, M. (*nom de l'intéressé*) a été mis en demeure (*par décision en date du....., notifiée le par recommandé avec avis de réception*), de se conformer aux dispositions réglementaires dans un délai de (*à compléter*).

En cas d'inobservation, je serai conduit à dresser ou à faire dresser procès verbal.

Je ne manquerai pas de vous tenir informés des suites réservées à cette affaire.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Modèle de procès-verbal

	RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
	PROCES VERBAL DE CONTRAVENTION ----- N°

NATURE DE LA CONTRAVENTION :

DRESSE CONTRE : (*Renseignements à fournir sur le contrevenant*)

Age :
 Né :
 à :
 Nom du père :
 Nom de la mère :
 Profession :
 Domicile :

LIEU D'INFRACTION :

INFRACTION : à l'Arrêté préfectoral n° 2050 du 18 juillet 1979, modifié, pris pour l'application du règlement sanitaire départemental d'Eure et Loir
 Code NATINF : 3671

L'an (*année*)

Le (*jour et mois*)

Je soussigné maire de la commune de (*nom de la commune*) agissant en qualité d'officier de police judiciaire.

AVONS CONSTATE :

que les travaux demandés à M. (*nom*) par mise en demeure du (*date*), visant à évacuer les déchets sur sa propriété dans un délai de (*à compléter*), n'ont pas été exécutés.

Vu l'article L. 1312-1 du code de la santé publique,

Vu l'article (*à compléter*) de l'annexe à l'arrêté préfectoral modifié n° 2050 du 18 juillet 1979 pris en application de l'article L. 1er du code de la santé publique, portant règlement sanitaire départemental, définissant l'infraction ;

Vu l'article 165 du règlement sanitaire départemental, le décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique, notamment son article 7 ainsi rédigé : " *le fait de ne pas respecter les dispositions des arrêtés pris en application des articles L.1 ou L.3 ou L. 4 du code de la santé publique dans leur rédaction antérieure au 8 janvier 1986 est puni de l'amende prévue pour les contraventions de 3^{ème} classe*".

Avons rédigé le présent rapport pour être transmis à Monsieur le Procureur de la République près du Tribunal de Grande Instance de Chartres.

Fait à (*commune*) le (*date de clôture*)

Le Maire

Destinataires :

- Procureur de la République
- Préfecture ou Sous préfecture
- Brigade de gendarmerie ou Commissariat de police
- Contrevenant

PIECES JOINTES:

- 1/ Lettres de réclamation des plaignants
- 2/ Mise en demeure et notification
- 3/ Article (*à compléter*) du règlement sanitaire départemental définissant l'infraction.
- 4/ Décret n° 2003-462 du 21 mai 2003 relatif aux dispositions réglementaires des parties I, II et III du code de la santé publique.

ATTENTION :

Le procès verbal doit être transmis au Procureur
dans les 5 jours qui suivent la date de clôture

Modèle de lettre au Procureur de la République

Transmission du procès verbal

Commune de

Le Maire

à

M. le Procureur de la République

Tribunal de Grande Instance

3 rue Saint Jacques

28000 CHARTRES

OBJET : Procès verbal n° (*mentionner la référence*)

Monsieur le Procureur,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir un procès verbal dressé à l'encontre de M. (*nom*) demeurant (*adresse*) pour infraction à certaines dispositions du règlement sanitaire départemental.

Mes services sont intervenus le (*date*) à la demande de (*nom du plaignant*) demeurant (*adresse*).

Des anomalies relatives à (*Ex : l'accumulation de déchets sur la propriété*) ont été constatées.

Par lettre recommandée du (*date*), M. (*nom*), propriétaire (ou occupant) des lieux, a été invité à remédier à la situation.

Une seconde visite, effectuée le, a permis de constater que la situation n'est pas résolue malgré les démarches effectuées.

C'est la raison pour laquelle un procès verbal d'infraction a été rédigé.

Je vous saurais gré de bien vouloir me tenir informé de la suite réservée à cette affaire.

Je vous prie de croire, Monsieur le Procureur, à l'assurance de ma considération distinguée.

Le Maire

Modèle de lettre à l'auteur de la nuisance

Information de la procédure pénale mise en œuvre

Monsieur,

Par courrier recommandé du (*date*), vous avez été destinataire d'une mise en demeure vous demandant de procéder à (*Ex : l'évacuation des déchets de votre propriété*).

Le (*date*), il a été constaté que la situation n'avait pas évolué.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous informer qu'un procès verbal a été dressé à votre rencontre pour infraction aux articles (*à compléter*) de l'arrêté préfectoral n° 2050 du 18 juillet 1979, modifié, portant règlement sanitaire départemental d'Eure et Loir, pris en application des articles L.1311-1 et L.1311-2 du Code de la Santé Publique.

Ce procès verbal, portant la référence (*à compléter*), a été transmis le (*date*) à M. le Procureur de la République - Tribunal de Grande Instance - 28000 Chartres.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Modèle de lettre à l'intention d'un plaignant

Information de la procédure pénale mise en œuvre à l'encontre de l'auteur de la nuisance

Madame, Monsieur,

Vous aviez attiré mon attention au sujet de(*à compléter selon le thème concerné*).

Malgré la mise en demeure adressée à l'intéressé, il a été constaté que les nuisances persistaient.

Dans ces conditions, j'ai l'honneur de vous informer qu'un procès verbal a été dressé à l'encontre de M. (*nom*) pour infraction aux articles (*à compléter*) de l'arrêté préfectoral n° 2050 du 18 juillet 1979, modifié, portant règlement sanitaire départemental d'Eure et Loir, pris en application des articles L1 et L2 du code de la santé publique.

Ce procès verbal, portant la référence (*à compléter*), a été transmis le (*date*) à M. le Procureur de la République - Tribunal de Grande Instance - 28000 Chartres.

Je tiens à souligner la possibilité qui vous est offerte de vous constituer partie civile dans le cadre de cette procédure pénale, soit par courrier adressé au Procureur de la République, soit au cours de l'audience du tribunal de police si vous demandez à y être convoqué.

Si la culpabilité de l'auteur est prononcée par le tribunal de police, ce dernier peut également le condamner à des dommages et intérêts à votre profit.

S'il est permis de demander réparation du dommage causé dans le cadre d'une procédure pénale, il convient de préciser que cette démarche peut entraver les indemnisations que vous pourriez solliciter lors d'une procédure civile.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Le Maire,

Département d'Eure-et-Loir

PERMANENCE DES CONCILIEATEURS DE JUSTICE

Mise à jour Octobre 2006

Cantons	Lieux de consultation	N° de téléphone	Noms des conciliateurs	Horaires des consultations	Tribunal d'Instance de dépôt des procès-verbaux de conciliation
ANET BREZOLLES CHATEAUNEUF-EN-THYMERAIS DREUX-EST DREUX-OUEST DREUX-SUD LA FERTE VIDAME NOGENT LE ROI SENONCHES	Maison de Justice et du Droit 11 Place Paul Doumer 28100 DREUX	02.37.38.84.21	M. PROD'HOMME M. Marcel BREDOUX	Mercredi de 9 h à 12 h Jeudis de 9 h à 12 h 15 et de 14 h 17 h 15	DREUX
AUNEAU	Mairie d'AUNEAU Avenue Gambetta	02.37.31.70.20	/	/	CHARTRES
CHARTRES NORD-EST CHARTRES SUD-EST CHARTRES-SUD-OUEST	Point d'accès au Droit 5 Rue du Dr Gibert 28000 - CHARTRES	02.37.21.80.80	M. Jean-Paul GARNAUD	1 ^{er} et 2 ^{ème} mercredi du mois de 9 h 30 à 12 h (sur RDV)	CHARTRES
COURVILLE-SUR-EURE	Mairie de COURVILLE SUR EURE Hôtel de Ville - Rue Pannard	02.37.18.07.90	M. Michel DUPONT	1 ^{er} jeudi du mois de 10 h à 12 h ou sur RdV	CHARTRES
ILLIERS-COMBRAY	Hôtel de Ville 1 Rue Philebert Poulain 28120 Illiers-Combray	02.37.24.00.05	M. Michel DUPONT	Dernier vendredi du mois de 10 h à 12 h ou sur RdV	CHARTRES
MAINTENON	Mairie de MAINTENON	02.37.23.00.45	/	/	CHARTRES
VOVES	Mairie de VOVES	02.37.99.14.95	/	/	CHARTRES
BONNEVAL	Mairie de BONNEVAL 19 Rue St-Roch	02.37.47.21.93	M. Michel DUPONT	Dernier lundi du mois en matinée	CHATEAUDUN
BROU	Mairie de BROU Place de l'Hôtel de Ville	06.82.61.94.19	M. Jean-Claude GARBAY	1 ^{er} et 3 ^{ème} mardi de 9 h 30 à 11 h 30	CHATEAUDUN
CHATEAUDUN	Tribunal d'Instance de CHATEAUDUN	02.37.94.06.80	M. Jean-Claude GARBAY	1 ^{er} et 3 ^{ème} vendredi de 9 h 30 à 11 h 30	CHATEAUDUN
CLOYES SUR LE LOIR	Mairie de Cloyes 1 Place Gambetta	02.37.98.53.18	M. Henry PARENT	1 ^{er} mercredi du mois de 9 h 30 à 12 h	CHATEAUDUN
ORGERES EN BEAUCE	Communauté de communes de la Beauce 70 Rue Nationale Orgères-en-beauce	02.37.99.72.84	/	/	CHATEAUDUN
NOGENT-LE-ROTROU	CCAS 71, Rue St-Hilaire 28400 NOGENT LE ROTROU	02.37.52.02.48	M. Alain CEUGNART	1 ^{er} et 3 ^è lundi de 9 h à 12 h	NOGENT LE ROTROU
THON-GARDAIS	La Grange aux Dîmes Rue de l'abbaye 28480 THIRON-GARDAIS	02.37.49.49.49	M. Alain CEUGNART	1 ^{er} et 3 ^è mercredi de 9 h à 12 h	NOGENT LE ROTROU

CODE DE LA SANTE PUBLIQUE

Livre III - Protection de la santé et environnement Titre Ier - Dispositions générales - Chapitre Ier : Règles générales

Article L1311-1 (ancien article 1) (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 - JO du 11 août 2004)

Sans préjudice de l'application de législations spéciales et des pouvoirs reconnus aux autorités locales, des décrets en Conseil d'Etat, pris après consultation du Haut Conseil de la santé publique et, le cas échéant, du Conseil supérieur de la prévention des risques professionnels, fixent les règles générales d'hygiène et toutes autres mesures propres à préserver la santé de l'homme, notamment en matière :

- de prévention des maladies transmissibles ;
- de salubrité des habitations, des agglomérations et de tous les milieux de vie de l'homme ;
- d'alimentation en eau destinée à la consommation humaine ;
- d'exercice d'activités non soumises à la législation sur les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- d'évacuation, de traitement, d'élimination et d'utilisation des eaux usées et des déchets ;
- de lutte contre les bruits de voisinage et la pollution atmosphérique d'origine domestique ;
- de préparation, de distribution, de transport et de conservation des denrées alimentaires.

Article L1311-2 (ancien article 2)

Les décrets mentionnés à l'article L. 1311-1 peuvent être complétés par des arrêtés du représentant de l'Etat dans le département ou par des arrêtés du maire ayant pour objet d'édicter des dispositions particulières en vue d'assurer la protection de la santé publique dans le département ou la commune.

Article L1311-3

Dans le cas où plusieurs communes font connaître leur volonté de s'associer, conformément aux dispositions du titre Ier du livre II de la partie V du code général des collectivités territoriales, pour l'exécution des mesures sanitaires, elles peuvent adopter les mêmes règlements qui leur seront rendus applicables suivant les formes prévues par ce code.

Article L1311-4 (modifié par l'Ordon. n° 2005-1566 du 15.12.2005 JO du 16.12.2005)

En cas d'urgence, notamment de danger ponctuel imminent pour la santé publique, le représentant de l'Etat dans le département peut ordonner l'exécution immédiate,

tous droits réservés, des mesures prescrites par les règles d'hygiène prévues au présent chapitre.

Lorsque les mesures ordonnées ont pour objet d'assurer le respect des règles d'hygiène en matière d'habitat et faute d'exécution par la personne qui y est tenue, le maire ou à défaut le représentant de l'Etat dans le département y procède d'office aux frais de celle-ci.

La créance de la collectivité publique qui a fait l'avance des frais est alors recouvrée comme en matière de contributions directes.

Toutefois, si la personne tenue à l'exécution des mesures ne peut être identifiée, les frais exposés sont à la charge de l'Etat.

Chapitre II : Dispositions pénales

Article L1312-1 (modifié par l'Ordon. n° 2005-1087 du 01.09.2005 JO du 02.09.05)

Sous réserve des dispositions des articles L. 1324-1, L. 1337-1, L. 1336-1-1 et L. 1343-1, les infractions aux prescriptions des articles du présent livre, ou des règlements pris pour leur application, sont constatées par des officiers et agents de police judiciaire, conformément aux dispositions du code de procédure pénale, ainsi que par les fonctionnaires et agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales habilités et assermentés dans des conditions fixées par décret en Conseil d'Etat.

Les procès-verbaux dressés par les fonctionnaires et agents du ministère de la santé ou des collectivités territoriales mentionnés à l'alinéa précédent en ce domaine font foi jusqu'à preuve contraire.

Les contraventions aux dispositions des règlements sanitaires relatives à la propreté des voies et espaces publics peuvent être également relevées par les agents spécialement habilités à constater par procès-verbaux les contraventions aux dispositions du code de la route concernant l'arrêt ou le stationnement des véhicules.

Livre IV - Administration générale de la santé Titre II - Administrations - Chapitre Ier : Services de l'Etat

Article L1421-4 (Loi n° 2004-806 du 9 août 2004 - JO du 11 août 2004)

Le contrôle administratif et technique des règles d'hygiène relève :

1° De la compétence du maire pour les règles générales d'hygiène fixées, en application du chapitre Ier du titre Ier du livre III, pour les habitations, leurs abords et dépendances ;

2° De la compétence de l'Etat dans les autres domaines sous réserve des compétences reconnues aux autorités municipales par des dispositions spécifiques du présent code ou du code général des collectivités territoriales.

CODE PENAL

LIVRE Ier - Dispositions générales - TITRE III - Des peines - CHAPITRE Ier - De la nature des peines Sous-section 4 : Des peines contraventionnelles

Article 131-13

Le montant de l'amende est le suivant :

- 1° - 38 euros au plus pour les contraventions de la 1^{re} classe ;
- 2° - 150 euros au plus pour les contraventions de la 2^e classe ;
- 3° - 450 euros au plus pour les contraventions de la 3^e classe ;
- 4° - 750 euros au plus pour les contraventions de la 4^e classe ;
- 5° - 1500 euros au plus pour les contraventions de la 5^e classe, montant qui peut être porté à 3000 euros en cas de récidive lorsque le règlement le prévoit, hors les cas où la loi prévoit que la récidive de la contravention constitue un délit.

CODE DE PROCEDURE PENALE

Livre Ier - De l'exercice de l'action publique et de l'instruction

Titre Ier - Des autorités chargées de l'action publique et de l'instruction

Chapitre Ier - De la police judiciaire Section I - Dispositions générales

Article 12

La police judiciaire est exercée, sous la direction du procureur de la République, par les officiers, fonctionnaires et agents désignés au présent titre.

Section II - Des officiers de police judiciaire

Article 16

*(modifié par la Loi n° 2006-64 du 23.01.2006
JO du 24.01.2006)*

Ont la qualité d'officier de police judiciaire :

- 1° Les maires et leurs adjoints ;
- 2° Les officiers et les gradés de la gendarmerie, les gendarmes comptant au moins trois ans de service dans la gendarmerie, nominativement désignés par arrêté des ministres de la justice et de la défense, après avis conforme d'une commission ;
- 3° Les inspecteurs généraux, les sous-directeurs de police active, les contrôleurs généraux, les commissaires de police et les officiers de police ;
- 4° Les fonctionnaires du corps d'encadrement et d'application de la police nationale comptant au moins trois ans de services dans ce corps, nominativement désignés par arrêté des ministres de la justice et de l'intérieur, après avis conforme d'une commission.

La composition des commissions prévues aux 2° et 4° sera déterminé par un décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre de la justice et des ministres intéressés.

Ont également la qualité d'officier de police judiciaire les personnes exerçant des fonctions de directeur ou sous-directeur de la police judiciaire relevant du ministre de l'intérieur et de directeur ou sous-directeur de la gendarmerie au ministère des armées.

Les fonctionnaires mentionnés aux 2° à 4° ci-dessus ne peuvent exercer effectivement les attributions attachées à leur qualité d'officier de police judiciaire ni se prévaloir de cette qualité que s'ils sont affectés à un emploi comportant cet exercice et en vertu d'une décision du procureur général près la cour d'appel les y habilitant personnellement. L'exercice de ces attributions est momentanément suspendu pendant le temps où ils participent, en unité constituée, à une opération de maintien de l'ordre. Lorsqu'ils appartiennent à un service dont la compétence excède le ressort de la cour d'appel, la décision d'habilitation est prise par le procureur général près la cour d'appel du siège de leur fonction.

Toutefois, les fonctionnaires visés au 4° ne peuvent recevoir l'habilitation prévue à l'alinéa précédent que s'ils sont affectés soit dans un service ou une catégorie de services déterminés en application de l'article 15-1 et figurant sur une liste fixée par arrêté des ministres de la justice et de l'intérieur, soit, à titre exclusif, dans une formation d'un service mentionnée par le même arrêté.

Les conditions d'octroi, de retrait et de suspension pour une durée déterminée de l'habilitation prévue par le précédent alinéa sont fixées par décret en Conseil d'Etat pris sur le rapport du ministre de la justice et des ministres intéressés .

Article 19

Les officiers de police judiciaire sont tenus d'informer sans délai le procureur de la République des crimes, délits et contraventions dont ils ont connaissance. Dès la clôture de leurs opérations, ils doivent lui faire parvenir directement l'original ainsi qu'une copie certifiée conforme des procès-verbaux qu'ils ont dressés ; tous actes et documents y relatifs lui sont en même temps adressés ; les objets saisis sont mis à sa disposition.

Les procès-verbaux doivent énoncer la qualité d'officier de police judiciaire de leur rédacteur.

**CODE GENERAL
DES COLLECTIVITES TERRITORIALES**

**LIVRE II
ADMINISTRATION ET SERVICES COMMUNAUX
TITRE 1er - POLICE
CHAPITRE II - Police municipale**

Article L2212-1

Le maire est chargé, sous le contrôle administratif du représentant de l'Etat dans le département, de la police municipale, de la police rurale et de l'exécution des actes de l'Etat qui y sont relatifs.

Article L2212-2

La police municipale a pour objet d'assurer le bon ordre, la sûreté, la sécurité et la salubrité publiques. Elle comprend notamment :

1° Tout ce qui intéresse la sûreté et la commodité du passage dans les rues, quais, places et voies publiques, ce qui comprend le nettoyage, l'éclairage, l'enlèvement des encombrements, la démolition ou la réparation des édifices menaçant ruine, l'interdiction de rien exposer aux fenêtres ou autres parties des édifices qui puisse nuire par sa chute ou celle de rien jeter qui puisse endommager les passants ou causer des exhalaisons nuisibles ainsi que le soin de réprimer les dépôts, déversements, déjections, projections de toute matière ou objet de nature à nuire, en quelque manière que ce soit, à la sûreté ou à la commodité du passage ou à la propreté des voies susmentionnées ;

2° Le soin de réprimer les atteintes à la tranquillité publique telles que les rixes et disputes accompagnées d'ameutement dans les rues, le tumulte excité dans les lieux d'assemblée publique, les attroupements, les bruits, y compris les bruits de voisinage, les rassemblements nocturnes qui troublent le repos des habitants et tous actes de nature à compromettre la tranquillité publique ;

3° Le maintien du bon ordre dans les endroits où il se fait de grands rassemblements d'hommes, tels que les foires, marchés, réjouissances et cérémonies publiques, spectacles, jeux, cafés, églises et autres lieux publics ;

4° L'inspection sur la fidélité du débit des denrées qui se vendent au poids ou à la mesure et sur la salubrité des comestibles exposés en vue de la vente ;

5° Le soin de prévenir, par des précautions convenables, et de faire cesser, par la distribution des secours nécessaires, les accidents et les fléaux calamiteux ainsi que les pollutions de toute nature, tels que les incendies, les inondations, les ruptures de digues, les éboulements de terre ou de rochers, les avalanches ou autres accidents naturels, les maladies épidémiques ou contagieuses, les épizooties, de pourvoir d'urgence à toutes les mesures d'assistance et de secours et, s'il y a lieu, de provoquer l'intervention de l'administration supérieure ;

6° Le soin de prendre provisoirement les mesures nécessaires contre les personnes atteintes de troubles mentaux dont l'état pourrait compromettre la morale publique, la sécurité des personnes ou la conservation des propriétés ;

7° Le soin d'obvier ou de remédier aux événements fâcheux qui pourraient être occasionnés par la divagation des animaux malfaisants ou féroces ;

8° Le soin de réglementer la fermeture annuelle des boulangeries, lorsque cette fermeture est rendue nécessaire pour l'application de la législation sur les congés payés, après consultation des organisations patronales et ouvrières, de manière à assurer le ravitaillement de la population.

Toute copie du document doit faire référence au CRIJ de la Préfecture d'Eure & Loir. La reprise de son contenu pour l'élaboration d'un autre document d'information est soumise à l'autorisation du CRIJ de la Préfecture d'Eure & Loir

